



LE CANARD

en furie

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche
après l'Hôtel Terminus en venant du
Rond point Grand Hôtel.
RCCM/NI/NIA/2018/A/073/ NIF: 44 126/P
Email: lecanardenfurie@gmail.com
90.00.99.83 / 96.75.34.12

PRIX : 300 F

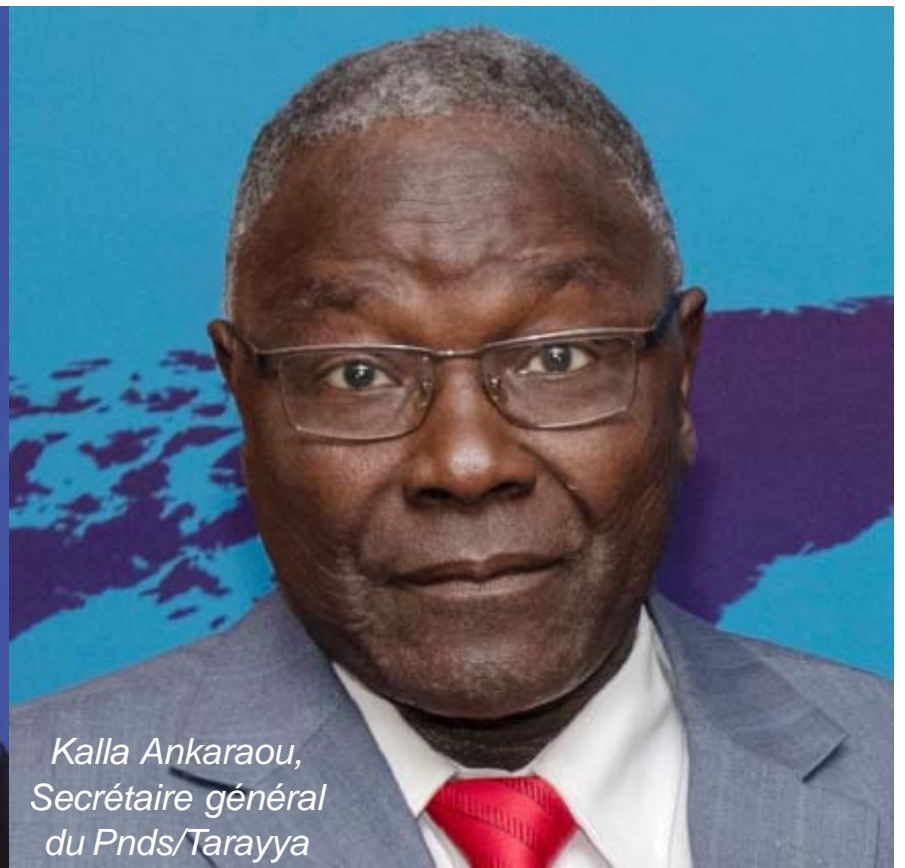
6^{ème} année

HEBDOMADAIRE SATIRIQUE NIGERIEN

N° 345 du lundi 18 septembre 2023

Des réunions secrètes du Présidium du Pnds/Tarayya

Bazoum lâché par son propre parti !



Kalla Ankaraou,
Secrétaire général
du Pnds/Tarayya

Détournements des deniers publics sous la 7^e République

Les montants détournés dépassent de loin les 5200 milliards de la dette

NIGER/FRANCE

Emmanuel Macron : du délire à la puérité

AMERES VERITES

Un traître reste un traître et ses actes ne peuvent varier

Pourquoi s'étonner de voir des gens qui ont vendu leur pays aux intérêts extérieurs, sans état d'âme face aux massacres des populations, aux déguerpissements des survivants de leurs terres, demander aux mêmes puissances de tout faire pour les réinstaller au pouvoir, quitte à tuer des centaines de personnes et à mettre Niamey à feu et à flammes ?

Pourquoi doit-on s'étonner de voir des gens qui n'ont donné aux Nigériens que du sang, des larmes et de la désolation se fixer une limite dans les actes criminels qui leur procurent fortune et pouvoir ?

Qu'y a-t-il donc de si étonnant à voir des personnes qui ont trahi leur pays pour servir des intérêts égoïstes et étrangers à agir de la sorte après ce qui s'est passé le 26 juillet 2023 ? En vérité, aussi bien ceux qui, à l'instar d'Ououmoud Mahamadou, d'Aïchatou Kané, de Hassoumi Massoudou, s'agitent en territoire étranger que ceux qui grouillent sur les réseaux sociaux, ne cherchent pas autre chose que de continuer à perpétrer leurs crimes dans l'impunité garantie par des accords tronqués qui desservent le Niger et son peuple, mais qui leur donnent la tranquillité d'esprit qu'ils vont s'enrichir à volonté grâce aux largesses faites à la France en particulier ?

Qui, au Niger, ne sait pas que les autorités déchues ont des atomes crochus avec les réseaux terroristes, les trafiquants de drogue et d'armes ?

Qui ne sait pas qu'Issoufou Mahamadou, Bazoum Mohamed, Hassoumi Massoudou, Pierre Foumakoye Gado, Kalla Moutari et leurs camarades travaillaient moins pour le Niger et son peuple que pour la France et l'Occident d'une façon générale ? Qui ne se souvient pas que, et Issoufou Mahamadou et Bazoum Mohamed ont publiquement déclaré aux Nigériens que celui qui dénonce la présence militaire française au Niger est pire que les terroristes ? Qui ignore qu'Issoufou et ses compères se soucient plus de ce que pense la France que les Nigériens ? Qui ne sait pas qu'ils ont rabroués, méprisés et martyrisés le peuple nigérien à travers des lois de finance qui ont considérablement augmenté le prix de l'électricité et des denrées de première nécessité tout en exonérant des sociétés étrangères de taxes et impôts ? Qui ne sait pas qu'aussitôt installés au pouvoir, un leurs actes prioritaires, c'est d'annuler la loi minière qui obligeait l'ancienne Areva à des taxes et impôts normalement dus ?

Qui ne sait pas qu'Issoufou Mahamadou et ses compères ont dilapidé toutes les ressources publiques pour ensuite endetter l'État dans des proportions inadmissibles et que le pétrole nigérien, en particulier, a été géré de père en fils, sans aucune reddition de comptes ; que les 1000 milliards d'Eximbank de

Chine ont profité plus à des individus comme Issoufou Mahamadou et Pierre Foumakoye Gado qu'au Niger qui est en train de croupir sous la dette extérieure ?

Qui ne sait pas que dans la lutte contre le terrorisme, que ce sont des forces militaires d'un pays bien connu qui ont bombardé les positions nigériennes deux fois à Inates, à Chingoder et qu'à chaque fois que des terroristes s'accaparent de troupeaux d'animaux, des ordres venus de Niamey interdisent aux Forces de défense et de sécurité toute poursuite ?

L'étendue des crimes d'Issoufou Mahamadou et de ses compères est indéfinissable, mais les Nigériens le savent. Un traître reste un traître et ses actes ne peuvent varier.

Tous les Nigériens, qu'ils soient militants ou sympathisants des partis membres de l'opposition, des partis membres de l'ancienne majorité présidentielle et même du Pnds Tarayya, le savent : le régime déchu a conduit le Niger dans un gouffre. Et que, s'ils n'ont pas ouvertement souhaité que la dérive soit arrêtée par l'armée, l'unique force en mesure

de sauver le Niger, ils ont tout au moins perçu et exprimé le risque d'une intervention de l'armée pour arrêter les dérives et les travers criminels en cours.

Nul ne peut se prévaloir de sa propre turpitude. Tous les Nigériens et observateurs objectifs savent que le régime incarné par Issoufou Mahamadou, Bazoum Mohamed, Pierre Foumakoye Gado, Hassoumi Massoudou, Kalla Moutari et les autres ont ruiné le Niger sur tous les plans : économique, social, culturel, sécuritaire, etc.

Quels maux n'ont-ils pas développé pour s'enrichir ? La corruption, les détournements massifs des deniers publics, le trafic de drogue et d'armes, le business du terrorisme, la remise en cause de la souveraineté nationale, l'injustice, le déni de droit, le hold-up électoral, l'alliance avec des organisations terroristes, l'incarcération d'acteurs politiques, de la société civile et des médias, etc. Tout ce qui était contraire aux intérêts du Niger et de son peuple et qui leur procurait davantage de milliards a été fait pour agenouiller notre pays. La vérité est qu'ils s'agitent plus par

peur de la découverte par le monde des laideurs de leurs actes de gouvernance que pour réinstaurer le pouvoir déchu. Ils se savent impopulaires au Niger et ils savent qu'ils gouvernaient contre la volonté de la grande majorité des Nigériens. C'est à la France et aux autres pays occidentaux qu'ils pensent devoir quelque chose et non pas au peuple nigérien dont ils ont spolié les suffrages pour s'imposer à la tête de l'État. Le cas du Niger, c'est ce qu'Alexandre Soljenitsyne a dit : « Nous savons qu'ils mentent. Ils savent qu'ils mentent. Ils savent que nous savons qu'ils mentent. Et pourtant, ils persistent à mentir ».

Le sort de ceux qui ont vendu les intérêts du Niger et de son peuple à la France et à d'autres pays occidentaux est scellé. C'est un autre Niger, loin de leurs trafics de drogue et d'armes, de leur connivence avec les réseaux terroristes et du business de l'insécurité qui a pointé le nez le 26 juillet 2023. La justice fera le reste.

BONKANO

Près d'une cinquantaine de ressortissants étrangers nommés conseillers à la Présidence

Une preuve supplémentaire que le Niger n'appartenait plus aux Nigériens sous le pouvoir de la Renaissance

La semaine dernière, le ministre des affaires étrangères avait envoyé un courrier à tous les chefs des missions diplomatiques et postes consulaires du Niger à l'étranger, en vue de leur notifier l'annulation de près d'un millier de passeports diplomatiques attribués à des personnalités nigériennes et étrangères sous l'ancien régime dit de la Renaissance. Selon l'Agence Nigérienne de Presse (ANP) ce sont 992 passeports diplomatiques qui ont été annulés, appartenant aux anciens présidents des institutions, ministres, députés et autres conseillers. Toujours d'après l'ANP, la Présidence de la République comptait à elle seule plus de 670 passeports diplomatiques. Mais le problème à ce niveau est qu'une cinquantaine de ces passeports appartenaient à des personnes étrangères qui avaient le titre de «conseillers» à la Présidence nigérienne. On y trouve des Français, des Nigériens, des Li-

byens, des Maliens eu d'autres nationalités. La question que beaucoup de Nigériens se posent, depuis la publication de la liste des détenteurs des passeports diplomatiques annulés, est celle de savoir quel service ces personnes étrangères avaient à rendre au Niger pour bénéficier d'une réduction telle faveur d'avoir le titre de conseiller à la Présidence qui, en plus du passeport diplomatique, leur donne droit à un traitement salarial et d'autres prises en charge. Il est vrai que des pays sollicitent de fois les services des personnes étrangères pour certains besoins spécifiques. Mais nommer près d'une cinquantaine d'étrangers comme conseillers à la Présidence d'un pays, il n'y a qu'avec le régime des «socialistes» que le Niger a vécu cela. Pendant ce temps, beaucoup des Nigériens peinaient à s'alimenter et à se soigner faute de moyens. Beaucoup d'autres Nigériens qui servaient le pays, notamment les

enseignants contractuelle, attendaient plusieurs jours ou semaines après la fin du mois pour percevoir leurs pécules. A vrai dire, la préoccupation première des tenants de l'ancien régime était d'abord et avant de satisfaire leurs amis de l'étranger. On sait déjà qu'ils avaient pratiquement hypothéqué les ressources minières et pétrolières au profit des intérêts extérieurs. On comprend bien maintenant tout le remue-ménage provoqué au plan international par le coup d'État du 26 juillet dernier qui a mis un terme au régime de ces «socialistes». Derrière la défense de la démocratie qu'on brandit pour refuser d'admettre ce coup d'État, il y a surtout un souci de préserver des intérêts basement matériels. Des pays et même des personnes physiques ont tellement été gâtés par l'ancien régime qu'ils ont des difficultés à admettre le nouveau vent qui souffle sur le Niger aujourd'hui.

Adam

Des réunions secrètes du Présidium du Pnds/Tarayya

Bazoum lâché par son propre parti !

Pris en pleine tempête, depuis les événements du 26 juillet 2023, le Parti Nigérien pour la Démocratie et le Socialisme (Pnds/Tarayya) sort du silence pour faire une déclaration fracassante. En effet, entre les 02 et 14 septembre 2023, le parti rose avait entrepris des discussions secrètes, en raison de la mesure de suspension des activités des partis politiques, en vue d'analyser la situation sociopolitique du pays ainsi que l'avenir de la formation rose. Ces discussions internes intervenaient pendant que certains membres influents du parti rose appelaient à une intervention militaire contre le Niger, via la France et la Cedeao.

C'étaient Hassoumi Massaoudou, Ouhoumoudou Mahamadou, Alkache Alhada, Aïchatou Boulama et consorts qui faisaient l'apologie des sanctions et de l'intervention militaire contre le Niger. Sans compter Bazoum lui-même, devenu aujourd'hui, non pas l'otage du Cnsp, mais celui de Macron pour qui il serait prêt à tout, y compris le sacrifice ultime. Or, la grande majorité des Nigériens, des Africains, voire de la communauté internationale dans son ensemble, ont marqué leur farouche opposition à toute idée d'intervention militaire au Niger, seuls la France, la Cedeao et les renégats du Pnds/Tarayya y étant favorables. Si l'on pouvait comprendre, sans l'admettre toutefois, la position de la France et de sa "Cedeao", en revanche, celle du parti rose dépassait carrément l'entendement humain. Comment, en effet, un parti politique majeur du Niger, comme le Pnds/Tarayya, qui se targuait d'être le plus grand parti politique du pays post-Conférence nationale, avait-il pu en arriver à une telle extrémité, serait-on tenté de se poser la question ? Surtout de la part d'une formation politique ayant comme credo le socialisme et le progressisme ! A vrai dire, les démocrates nigériens ont eu du mal à avaler cette posture guerrière de la part de gens qui faisaient de la "force des arguments" leur cheval de bataille politique, en lieu et place de l'argument de la force. Le Niger entier était resté bouche bée devant une telle posture prise par un régime qui ne devait son ascension au pouvoir suprême que par la volonté du peuple qu'il appelle, aujourd'hui, à bombarder pour un agenda d'une puissance étrangère. Les Nigériens, dans leur immense majorité, auraient pu pardonner, sans doute, au régime de la renaissance beaucoup de crimes commis durant les treize dernières années, au nom de la nécessité de la réconciliation nationale. Mais, ils n'oublieraient jamais cette blessure mortelle qu'ils auraient aimé infliger au Niger au moyen d'une intervention militaire contre le Niger. Depuis

ce temps, le Pnds/Tarayya est vomé partout au Niger. S'il était une société cotée en bourse des valeurs mobilières, son titre s'effondrerait à la valeur négative ! Le parti rose était isolé, perdu au sein de la classe politique nigérienne. Même ses alliés ont pris leurs distances vis-à-vis de lui. Il lui restait seulement à inonder les réseaux de toutes sortes d'immondes pour tenter d'intoxiquer l'opinion publique nationale et internationale. Mais, très vite, ses basses manœuvres apparaissent au grand jour, ridicules et grotesques. Or, plus les jours passent, plus l'option militaire s'éloignait comme s'éloigneraient dans l'univers les planètes les unes des autres.

Sauver la face afin de préserver les acquis du parti

Cependant, même au sein du parti rose, les gens n'ont pas à être logés à la même enseigne antipatriotique, car dans toute organisation humaine, il existe des personnes de raison, des sages comme on dit souvent, des gens qui refusent de s'embarquer dans n'importe quoi sans interroger leur conscience. Malheureusement, ces colombes ne sont pas celles qui font le plus de bruits, car les jacasseries sont l'apanage des faucons. Ainsi, on peut rendre hommage à un certain Karidjo Mamadou qui vient récemment de désapprouver l'option militaire contre le Niger, sans que personne l'y contraigne. Il l'avait fait en son âme et conscience, en tant que citoyen nigérien soucieux du règne de la paix dans sa patrie. Aujourd'hui, c'est le Présidium du Pnds/Tarayya qui a jugé nécessaire de se démarquer de cette posture belliqueuse, au terme de deux semaines d'intenses discussions internes. En effet, Kalla Ankaraou, Secrétaire général du Pnds/Tarayya, et ses autres camarades du Présidium ont appelé les militants du parti à bannir l'argument de la force contre le Niger.

En fait, on l'aura bien compris, Kalla Ankaraou est un vieux briscard de la politique nigérienne qui sait donner des apparences aux choses en vue de sauver la face du parti rose totalement à terre, ces derniers temps. Insidieusement, il organise le sacrifice de Bazoum, car continuer à associer un tel nom au Pnds/Tarayya compliquerait davantage l'avenir immédiat et lointain de ce parti auprès des Nigériens qui en sont dégoûtés depuis quelques temps. Cette déclaration était dans les tuyaux depuis les premiers jours des événements du 26 juillet 2023. Mieux, le Pnds voulait même officiellement apporter son soutien au Cnsp. Aujourd'hui, en prenant une telle décision, l'on peut se demander s'il n'était pas un peu tard pour redorer l'image du parti rose. En

tout état de cause, cette déclaration, pour qui sait bien lire entre les lignes, sonne comme un terrible désaveu pour Bazoum qui n'a plus personne, aujourd'hui, derrière lui. Même le parti qui l'avait porté au pouvoir le lâche, s'apercevant sans doute de l'improductivité de la voie actuelle

choisie pour résoudre la crise politique que vit le Niger, ces derniers temps.

Aujourd'hui, par cette déclaration contradictoire, on peut affirmer, sans risque de se tromper, que le Pnds soutient Bazoum comme la corde soutient le pendu !

Ali Koma

Niamey, le 15 septembre 2023

Aux :

- Présidents des Bureaux Exécutifs Fédéraux
- Présidente Nationale de l'OFT
- Président National de l'OJT

N° : 0103/SG/23

Objet: Note aux Structures du Pnds-Tarayya

Camarades,

Depuis le 26 juillet 2023, notre pays, le Niger, vit une situation extrêmement difficile et complexe. Pour y faire face, notre Parti, le Pnds-Tarayya, a organisé toute une série d'actions :

- Déclaration du Parti, endossée par la MRN, le 26 juillet dans l'après-midi pour dénoncer la prise en otage du Président de la République Mohamed Bazoum et demander sa libération et sa réinstallation dans ses fonctions.
- Une manifestation spontanée, dans l'après-midi même du 26, en direction de la Présidence, manifestation au cours de laquelle plusieurs blessés par balle ont été enregistrés.
- Une déclaration de l'OFT le 27 au siège du Parti, au cours de laquelle le siège a été attaqué et brûlé, beaucoup de camarades ont été blessés et plus de 45 véhicules ont été vandalisés et brûlés.
- Plusieurs manifestations, marches, meetings et déclarations ont été organisées dans plusieurs localités.

Ces actions ont occasionné de nombreuses arrestations de responsables du Parti et des militants de base sur l'ensemble du territoire.

Le Présidium a entrepris des démarches en direction des Partis politiques de la majorité pour une coordination des actions, mais les résultats sont très mitigés avec la suspension des activités des Partis politiques et la répression multiforme qui s'est mise en place.

Sur le plan extérieur, la communauté internationale avec à sa tête la CEDEAO et l'UEMOA, a pris des mesures énergiques pour mettre fin à la tentative du coup d'état et ramener le Président Bazoum dans ses fonctions, y compris une menace d'intervention militaire. Cette dernière mesure a servi de prétexte et d'argument pour organiser un vaste mouvement national, notamment à Niamey, mais aussi une grande mobilisation dans les pays de la CEDEAO, et plus particulièrement au Nigéria, présenté comme une guerre que le Nigéria va entreprendre contre le Niger. Toutes les organisations religieuses et politiques (Sénat, Gouverneurs, etc.) du Nord Nigéria sont mises à contribution. A l'intérieur du pays, tous les partis politiques se sont démarqués et notre Parti est apparu comme le seul qui la supporte et est marginalisé en conséquence. Après plus d'un mois d'attente, à l'intérieur du Parti, des voix s'élèvent aussi pour que le Parti se démarque d'un soutien à une intervention armée. Car, non seulement le mouvement contre l'intervention armée semble être récupéré par certains partis de l'opposition qui voudraient en découdre définitivement avec notre Parti, mais aussi les conséquences de cette intervention pourraient être incommensurables pour les otages, la population et notre pays et pourraient s'étaler dans le temps.

Au vu de cette situation, il est apparu nécessaire au Présidium d'entreprendre des discussions sur cette question, ce qui a été fait le 2 septembre et s'est poursuivi le 14 septembre. Une nette majorité s'est exprimée contre une intervention armée. Ces discussions ont réaffirmé les objectifs initialement définis, tout en mettant l'accent désormais sur l'importance à accorder au renforcement du Parti et sa démarcation de toute intervention militaire dans le cadre de la recherche de solutions de sortie de crise. Ces objectifs sont, entre autres :

1. La libération du Président Bazoum et de sa famille, séquestrés depuis le 26 juillet, et celles de tous les camarades arrêtés sur l'ensemble du territoire national, dont le Président du Comité Exécutif National, Fomakoye Gado ;
2. Le rétablissement du Président de la République dans ses fonctions et le rétablissement de l'ordre constitutionnel par tous les moyens non militaires ;
3. Le renforcement de l'unité et de la discipline du Parti.

Aussi, le Présidium du CEN, demande aux camarades de se concentrer sur ces objectifs, de mettre fin à tous les débats inutiles, qui ne font qu'affaiblir et diviser le Parti et diminuer sa capacité à nouer des accords et alliances avec les partenaires.

Pour sa part, le Présidium, prendra toutes les initiatives, qu'il demande aux camarades de soutenir, pour permettre à notre Parti de sortir renforcé et aguerri de cette nouvelle épreuve que notre pays et notre parti traversent.

Pour le P/CEN et par ordre,

Le Secrétaire Général
Kalla Ankaraou

Détournements des deniers publics sous la 7^e République

Les montants détournés dépassent de loin les 5200 milliards de la dette

5200 milliards de francs CFA ! Tel est le montant de la dette intérieure et extérieure révélé par le Premier ministre Ali Mahaman Lamine Zeine lors de sa conférence de presse du mardi 04 août 2023. Un montant qui a choqué les Nigériens qui découvrent, effarés, que les autorités déchues ont endetté le Niger au-delà de toute imagination. La dette intérieure à elle seule est estimée à 2000 milliards de francs CFA. Et même si c'est un montant non encore décortiqué afin d'y déceler d'éventuels faits de corruption, de surfacturations et de conflits d'intérêts, il reste que les Nigériens ne sont pas au bout de leurs surprises. Selon des sources crédibles, la dette a beau horrifier les Nigériens, elle est de loin inférieure aux montants détournés à des fins d'enrichissement personnel. Selon les mêmes sources, les ressources financières ayant fait le lit de fortunes personnelles dépassent, de loin, la dette intérieure et extérieure cumulées. Par-delà les prêts connus et inconnus, les fonds budgétaires dilapidés à travers des sociétés et commandes fictives, les aides bilatérales orientées vers des comptes bancaires privés, les autorités déchues ont usé d'autres stratagèmes pour se faire de l'argent sur le dos de l'État.

Avec l'argent public volé, elles ont construit plein d'immeubles mis en location à l'État. Sur les réseaux sociaux, plein de cas font actuellement le buzz. C'est le cas des bâtiments des tribunaux communaux qui, apprend-on, appartiennent aux dignitaires du Pnds Tarayya. Une information qui ne surprend guère les Nigériens, tant les pratiques corruptives étaient au cœur des mœurs du régime déchu. Il n'y a pas d'ailleurs que ça. Un bâtiment abritant divers conseillers



de la présidence – il y en a 2600 au total sous Issoufou Mahamadou et Bazoum Mohamed – sis à Yantala était loué à 900 000 FCFA par mois, dont cinq ans payés à l'avance. De même, sur une enveloppe de trois milliards destinés à la construction d'une cité de 530 villas dite de la Soraz [Ndlr : Société de raffinerie de Zinder] seules 100 ont été construites. Le reste de l'argent ? Il s'est volatilisé.

Que dire du cas, démentiel, de l'OPVN, démolit et relogé dans deux immeubles loués à l'Etat ?

Ce n'est que le côté visible de l'iceberg. D'autres cas, plus scandaleux, existent. Il y a quelques années, sur instruction d'Issoufou Mahamadou, apprend-on, le bâtiment abritant les bureaux de l'Opvn [Ndlr : Office des produits vivriers du Niger] ont été démolis alors qu'ils ne

présentaient aucun risque d'effondrement. L'office va être relogé dans deux bâtiments jumeaux sis à proximité du camp des sapeurs-pompiers de Lazaret. Le coût pour l'Etat ? 16 millions de francs par mois. Le comble, c'est que c'est la ville de Niamey qui paie ce loyer pour le compte de l'Opvn.

Dans ce lot, il y a même un secrétaire général de ministère qui est accusé, bien avant les événements du 26 juillet, d'avoir dissipé quelques milliards de francs CFA et qui aurait pris la clé de champs.

Les fonds publics détournés sont énormes et l'État ne peut sans doute pas envisager un redressement financier sans faire l'audit complet des ministères, des institutions et des sociétés d'État. La piste est d'ores et déjà

suggérée par d'anciens dignitaires et responsables qui auraient quitté le pays sur la pointe des pieds. Dans ce lot, il y a même un secrétaire général de ministère qui est accusé, bien avant les événements du 26 juillet, d'avoir dissipé quelques milliards de francs CFA. Il aurait pris la clé de champs. Les 1000 milliards d'Eximbank de Chine, les centaines de milliards de l'uraniumgate qui ont permis au Français De Montessus, un conseiller du président de la République sous Issoufou et Bazoum, de devenir riche au point de quitter Areva et de lancer ses propres affaires, les centaines, voire les milliers de milliards des ministères de la Défense et de l'Intérieur (le business de l'insécurité), il y a tant d'affaires qui corroborent l'information que ce qui a été détourné sous le régime déchu dépasse sans les 5200 milliards de la dette.

Doudou Amadou

NIGER/FRANCE

Emmanuel Macron : du délire à la puérité

Depuis quelques mois, après que son armée se soit embourbée au Sahel, sans grands résultats alors que le terrorisme gagne du terrain, Emmanuel Macron gère avec grande peine ses relations avec les pays du Sahel qu'il ne peut écouter sereinement pour mieux comprendre leurs problèmes, tenu à défendre un homme et son système décrié contre tout un peuple. Ne s'étant peut-être jamais attendu de voir les « Nègres » lui parler d'une certaine manière pour dénoncer des accords et lui demander de partir de chez eux, il a « bu sa bière coloniale » pour s'en enivrer et parler de ces pays et à leurs dirigeants militaires, donnant l'impression par son paternalisme de mauvais aloi, qu'il est serait en droit de parler ainsi de ces pays, avec mépris et arrogance, et finalement aussi, de décider pour eux. Au Niger, quand le coup d'Etat avait eu lieu après qu'il ait renforcé sa présence militaire que les autorités nigériennes, naïvement, avaient cru suffisante pour les mettre à l'abri d'un coup d'Etat, la France qui voit son échec de ce point de vue, n'a eu de réponse que de crier sur l'urgence à revenir à « l'ordre constitutionnel normal », exigeant que Mohamed Bazoum pourtant déposé par l'Armée, revienne au pouvoir. Niet, avait déjà dit le Général Tiani. Les Nigériens, d'ailleurs, sur un tel point, ne demandent pas mieux. Très remontée contre le Niger, la France, sous l'effet de la colère, tout de suite, va sortir du pays, prenant ses clics et ses clacs, et même ameutant, alors que certains n'en veulent pas, tous les ressortissants européens à sortir du Niger, faisant croire qu'il portera une guerre dans le pays pour défendre « sa démocratie » et ses autorités qu'elle plaçait à la tête du pays à la suite d'élections trafiquées, manipulées. La France partit donc du Niger, faisant sortir tous ses ressortissants qu'elle juge non essentiels pour ne laisser que Sylvain Itté qui devrait peut-être rester pour coordonner les actions qui viseraient à libérer Bazoum et à le ramener au pouvoir, projet fous s'il en est un que caressent la France et Hassoumi Massaoudou depuis des jours entré en transe. La CEDEAO devrait être son bras armé ; elle le poussait depuis des semaines à entrer en guerre contre le Niger. Mais les pays de la communauté ont fait de se méfier de cet activisme du président français qui a soustrait ses ressortissants pour laisser les leurs au Niger, et peut-être pour qu'ils subissent en même temps que les Nigériens le déluge des bombes françaises qui seraient larguées sur le Niger. Mais comment peut-elle se ren-

dre crédible quand pour des cas similaires, la France ne peut pas avoir les mêmes fermetés et les mêmes méchancetés ? Dans son entêtement, elle a fini par s'isoler pour comprendre, alors que les Nigériens lui demandent de sortir du pays avec ses troupes, elle insiste, sur de fallacieux prétextes qu'elle ne s'en pas ira alors même qu'aujourd'hui, au regard du droit international, la France ne peut remettre en cause la souveraineté du Niger. Comment peut-elle plus longtemps résister à partir du Niger quand, sur le sujet, elle est abandonnée par tous y compris par la CEDEAO qui ne brille plus pour cette alternative de l'intervention militaire périlleuse pour toute la région ? La France, peut-elle ne plus revenir à la raison ?

Quand on écoute Dominique de Villepin, l'ancien premier ministre français, parler de cette situation, l'on ne peut que plaindre cette nouvelle France de manquer d'hommes de son charisme, de sa vision pour comprendre qu'aujourd'hui, la France vit une profonde crise de leadership. Cette nouvelle France des brutalités ne sied plus à son histoire riche et valorisante du point de vue du droit et des libertés car elle ne sait pas mettre du bon sens dans sa manière de considérer et de comprendre les problèmes africains. Elle croit qu'elle est puissante et qu'elle peut tout s'autoriser, le petit peuple d'Afrique devant lui obéir aux doigts.

Non contente que les autorités militaires nigériennes lui demandent de partir, arrêtant et emprisonnant pour quelques jours un de ses ressortissants, et privant ses militaires et son ambassade de ravitaillement en eau et en électricité et en nourriture, la France, à travers son président profitant d'un déplacement à l'intérieur de la France, ait tenté de jouer à la manipulation pour jouer sur les émotions notamment quand il dit que l'on est allé au Niger jusqu'à refuser que ses ressortissants restés dans le pays aient accès à des vivres, insinuant que l'on voudrait les tuer par la faim. Il oubliait que le Niger ne fait qu'appliquer contre son pays la même mesure d'embargo qu'il dictait à la CEDEAO contre le Niger. Quand il décidait que la CEDEAO, contre ses propres textes, ferme ses frontières pour que le pays ne soit pas ravitaillé en vivre et en produit pharmaceutiques, peut-elle ne pas se rendre compte qu'elle prenait là une mesure criminelle contre les populations nigériennes qui vivent depuis bientôt deux mois sans électricité ? Peut-elle ne pas comprendre, lorsque les Nigériens semblent accepter leur sort, qu'elle doit

revoir sa copie pour comprendre que contre un peuple déterminé, l'on ne peut rien car ce peuple, désormais n'agit que pour sa dignité. Quelle fierté cette France peut avoir à imposer à notre peuple de telles souffrances qui ne peuvent pourtant pas l'amener à baisser les bras et à s'agenouiller devant la France et devant elle, pour abdiquer dans son combat pour la liberté et la dignité ? Nos voisins qui pactisent avec la France ont servilement fermé leurs frontières avec notre pays. Par l'exterritorialité, qui donne quelques frontières avec la France à travers quelques espaces qu'elle occupe chez nous, le Niger prend les mêmes mesures de rétorsion contre elle, pour refuser que des produits ou biens, passent par cette frontière pour aller à l'ambassade et au niveau de ses bases militaires. Œil pour œil, ... Un langage-réplique que la France semble mieux entendre.

La France est donc ainsi prise dans son propre piège et peut-être qu'ainsi, elle aura compris le tort qu'elle cause à des millions de Nigériens et de ressortissants étrangers notamment de la CEDEAO pour un seul individu dont elle prétend défendre la cause pour une démocratie qui n'en est pourtant pas une.

Enfantillage...

La France, dans le désarroi, ayant manqué de stratégie pour gérer au mieux le cas nigérien qu'elle traite en dehors de tout cadre normatif qui correspond à ce que la CEDEAO s'est tracé comme voies à suivre pour régler ses différends et ses crises, gère de manière hasardeuse le problème du Niger. Dans un communiqué, avant de se rétracter quand des structures françaises s'en offusquent tout de suite, la France annonce, presque puérilement qu'elle met fin à ma mobilités des étudiants issus du Sahel et ne peut plus accorder de visas aux ressortissants des trois pays (Burkina Faso, Mali, Niger), demandant dans la foulée que toute la coopération culturelle s'arrête, disant ne plus vouloir accueillir d'acteurs culturels sahéliens en France. Bon nombre de Nigériens qui vont en France, ne partent que pour leurs affaires, non parce que la France serait pour eux le Paradis pour lequel, il est vrai, beaucoup d'autres africains, sont prêts à mourir. Les Nigériens, c'est reconnu, ne font pas trop partie de ces aventuriers. Ils ne sont pas trop fous de France. Si la France, peut-on l'entendre ici et là, n'a rien à venir chercher chez nous, nous n'avons aussi rien à aller chercher en France que nous ne puissions pas trouver



en Suisse, en Espagne, en Allemagne, en Belgique, etc.

Les réactions ne se sont pas fait attendre. La France et des Français vivent de la culture africaine et des artistes africains. De l'intérieur de la France même certains ont dénoncé un « Cafouillage diplomatique et culturel autour de la crise au Sahel » qui ne vise qu'à « Faire taire la culture, condamner les artistes, comme s'ils étaient responsables des conflits internes ou entre pays », ce qui « est une erreur grave ». L'Opposant, Jean-Luc Mélenchon, ulcéré par une telle décision, « a moqué « le ministère de l'inquisition culturelle » ». Un acteur culturel, Sébastien Lagrave, Directeur du festival de musiques africaines Africolor » qui se tient dans la banlieue parisienne montre du doigt le désastre de la décision hâtive, déplorant que « financièrement, ce sont des mois de travail par terre ». Pour un autre, par une telle mesure, il ne s'agit ni plus ni moins d'une « prise en otage des artistes ». Le directeur du festival lyonnais, pour sa part, estime que la mesure du Quai d'Orsay reste une décision « scandaleuse » car souligne-t-il, « on a besoin de cette diversité »

Rétropédalage de Macronien

Emmanuel a tout de suite entendu les grincements de dents. C'est une décision mal pensée. Et pour arrondir les angles, comme pour se dédire, il rectifie : « Lorsqu'on dit qu'il n'y aura pas de visa ou qu'on annule tous les événements qui seraient faits en France avec tous les artistes venant du Burkina Faso, du Mali ou du Niger, c'est faux, ça ne se passera pas ». Pour rassurer les Français indignés qui travaillent dans le domaine, face à l'incompréhension des Français, le ministre français de la culture, Rima Abdul Malak justifie : les ambassades de ces pays n'ont pas de services de visa en fonction du fait de l'insécurité.

La France est en désarroi. Elle tâtonne sans trop savoir ce qu'elle à faire dans la crise nigérienne qu'elle aurait du gérer autrement : la culture ne divise pas, elle rassemble. **A.I**

Statu quo dans les nominations

Peut-on faire du neuf avec du vieux ?

Cela fera bientôt deux mois que le Cnsp régent le Niger et son peuple, suite au renversement du régime de la VIIème République de Mohamed Bazoum, le 26 juillet 2023. Personne, même les oracles les plus consultés et les observateurs les plus avisés, pas même les dignitaires du régime déchu, n'avait prévu un tel événement au Niger, tant le régime de la renaissance paraissait ancré dans la longévité politique et l'hégémonie électorale. En effet, à coups de ruse, de chantages, de corruption et de coercition, le Pnds/Tarayya d'Issoufou Mahamadou avait pu se maintenir au pouvoir. Vu de l'extérieur, tout fonctionnait normalement dans ce régime qualifié de "démocratique", la séparation des pouvoirs respectée, les libertés fondamentales consacrées, la liberté d'expression garantie et la justice indépendante. Or, la véritable démocratie, celle conçue par d'ingénieurs Athéniens, il y a de cela des millénaires, ne consiste pas seulement dans la mise en place d'institutions démocratiques cosmétiques, mais bien dans la foi en l'idéal démocratique, en son incarnation la plus vivifiante de la vertu dont Platon faisait le fondement de l'engagement politique. C'était cela le côté jardin de la démocratie nigérienne à l'épreuve du régime de la renaissance, entre 2011 et 2023.

Mais, de l'intérieur, c'était une caricature, mieux, une imposture démocratique, sans ancrage politique réel au sein du peuple, mais tenue par la bienveillance occidentale dont elle était au service, minée par la corruption, le clientélisme, l'affairisme au sommet de l'Etat, le pillage systématique des ressources publiques au profit d'une camarilla politico-régionale.

Voilà le côté cour de la démocratie nigérienne au révélateur renaissant !

Comme on le voit bien, ce qui s'est passé cet été au Niger, au plan politique et social, épouse tous les contours d'une véritable révolution, comme celle de 1789, en France, à savoir la victoire du Tiers-Etat sur la monarchie de droit divin ; ou encore la révolution industrielle de la seconde moitié du 19^{ème} siècle ; la chute du Mur de Berlin, en novembre 1989. Jamais, dans l'Histoire politique du Niger contemporain, un coup d'Etat militaire n'aura connu une telle ferveur politique, boosté en cela par les décisions malheureuses d'une Cedeao instrumentalisée à fond par Paris. Il faut vivre, en effet, au Niger, pour se rendre compte de cette atmosphère exceptionnelle de grande ferveur populaire dans laquelle l'action du Cnsp évolue. Cette adhésion populaire extraordinaire constitue sans doute un rempart infranchissable à toute agression extérieure contre le Cnsp et le peuple nigérien. Pas une couche de la société nigérienne ne sera restée en marge de cet engouement populaire pour le Général Tiani et ses camarades du Cnsp. Ils le savent plus que tout le monde en misant sur l'exaltation du sentiment patriotique.

Cependant, le peuple nigérien n'entend pas donner un blanc-seing au Cnsp, car ses attentes sont pressantes et prioritaires et elles concernent le véritable

changement à tous les niveaux de la vie publique nationale. Changement profond auquel aspirent les Nigériens dans leur immense majorité. En principe, une révolution se particularise dans sa radicalité avec l'ordre ancien qu'elle a renversé, dans la remise en cause des choses antérieures à sa survenance et dans une projection vers la construction de nouveaux lendemains plus prometteurs, des lendemains qui enchantent. C'est cela, incontestablement, l'essence de la révolution, une rupture radicale avec l'ordre antérieur et une ouverture enchantée sur l'avenir. Mais, pour le cas des événements du 26 juillet 2023, l'on a de plus en plus l'impression que c'est le statu quo qui semble maintenu. Que rien ne bouge, strictement rien en termes de nominations chocs, d'actions fortes envers le rétablissement de la justice sociale pour des cas avérés d'indélicatesses commises dans la gestion économique et financière du régime déchu, dont les dossiers d'inspection étaient bien ficelés mais noyés dans l'impunité généralisée de cette époque. Le Niger de ces derniers temps n'est guère très différent de celui des temps précédents, il n'y a que les membres du gouvernement et quelques cadres administratifs qui ont changé pendant que toute l'ad-

ministration publique centrale et territoriale est demeurée quasiment intacte. Parfois, on ramène de vieilles têtes vomies par les gens, comme le retour au poste de Secrétaire Général du Ministère de la Fonction publique d'un certain Atta, un administrateur pourri trempé dans toutes les magouilles opérées dans certains recrutements à la Fonction publique, et ayant même séjourné en taule pour cela. Comme aussi la nomination à la Direction générale de la Nigelec d'une ancienne qui avait déjà séjourné à la DGI sous le même régime ; ou encore le maintien à leur poste des dames de la RTN et de l'ONEP (Voir l'article consacré à ces deux égéries du Pnds/Tarayya). Sur le plan de l'assainissement public, aucune mesure conservatoire, comme par exemple l'interdiction pour les anciens dignitaires du régime de quitter le territoire national, les perquisitions à leur domicile, n'a été entreprise depuis le 26 juillet dernier. On ne parlerait même pas d'initiatives judiciaires pour faire rendre justice dans certaines affaires flagrantes de mauvaise gouvernance. On fait tout pour ne rien faire, finalement. Est-ce la faute à un Premier ministre pas trop ferrailleur, à l'image d'un Choguel malien, un chef de gouvernement peu timoré pour s'attaquer à ces questions

prioritaires de politique intérieure ? Même l'équipe gouvernementale, en dehors du porte-parole, ne semble être à la hauteur de l'événement. A titre d'exemple, qui a, une fois, entendu la voix du ministre des Affaires étrangères ? Même s'il existe un porte-parole officiel, cela ne le dédouane pas outre-mesure de s'exprimer dans son domaine exclusif de compétence, comme le fait souvent bien son brillant homologue malien, Abdoulaye Diop dont les vidéos font fureur sur la toile et sur les réseaux sociaux. Idem pour le ministre de la Justice, en dépit du fait qu'il est magistrat. Ou bien au contraire, tout cela proviendrait du plus haut sommet du Cnsp qui semblerait d'abord préoccupé par la donne extérieure de la résolution de laquelle dépendrait toute la suite des événements du 26 juillet 2023 ?

En tout état de cause, la colère populaire commence à gronder et le Cnsp ainsi que le gouvernement de transition se devraient de se ressaisir afin d'être au rendez-vous des immenses attentes du peuple. Toutes tergiversations, tous attermoiements pourraient s'interpréter comme une abdication, pire, une trahison de telles attentes populaires.

Ali Koma

Pourquoi le maintien des DG de la RTN et de L'ONEP à leur poste ?

Plus de 50 jours après le renversement du régime de la VIIème République, certains de ses vestiges marquants sont encore en place, comme si rien n'était arrivé de nouveau dans la vie publique nationale. Ces symboles de l'ancien régime sont, sans doute, les Directrices Générales de la Radio et Télévision du Niger (RTN) et de l'Office National d'Édition et de Presse (ONEP), qui continuent, allègrement, sans honte et sans scrupule, à trôner à la tête de ces deux médias publics. Elles devaient leur poste, non pas à cause d'une quelconque compétence technique ou managériale, ou dans le cadre de la promotion de la question genre, mais du fait de leur appartenance au parti rose. Le constat est encore plus accablant pour la DG de l'Onep, un monument d'incompétence notoire qui ne sait même pas signer un éditorial de sa propre plume. Rabiba Aboubacar Bouzou, puisque c'est d'elle qu'il s'agit, n'était que la protégée d'un certain Ouhoumoudou Mahamadou, ancien Premier ministre, qui l'avait propulsée à ce poste pour lequel celle-ci n'avait pas les épaules nécessaires pour le diriger. Tout ce qu'elle savait faire, et un document avait circulé sur les réseaux sociaux de la place dans ce sens, c'était d'organiser un simulacre de concours de recrutement pour le compte de l'Onep, sous une fausse supervision de la Halcia, afin d'y embaucher des "Dan garin mou", c'est-à-dire des personnes de sa région. Depuis son arrivée à la tête de cet office en mars 2022, celui-ci ne fait que sombrer, de jour en jour, dans une situation de faillite avec

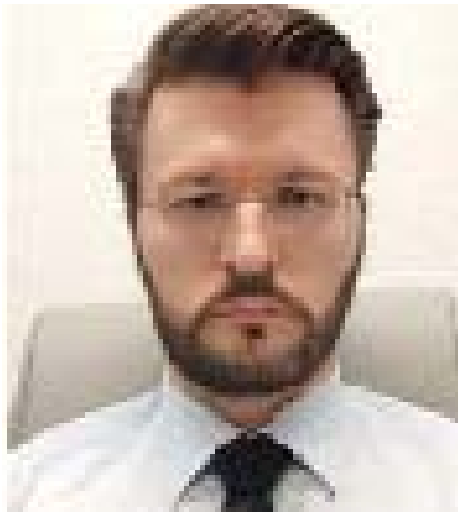
la remise en cause permanente de certains acquis fondamentaux des agents, pendant qu'elle faisait modifier les statuts de l'entreprise pour s'octroyer un salaire démentiel et autres avantages. Elle a même réussi le tour de force d'attribuer un marché de 600.000.000 à une imprimerie de la place pour la livraison d'une machine quadri couleurs, au détour d'un appel d'offres biaisé, taillé sur mesure et dans une totale opacité. On ne compte pas le coût de rénovation de son bureau qui ferait des jaloux chez même des ministres de la république. Sans compter également les véhicules achetés pendant que les priorités concernaient la production des journaux de qualité, tant le plateau technique laissait à désirer. Elle prenait son déjeuner au luxueux restaurant de l'Hôtel Noom de Niamey et s'octroyait des missions onéreuses à l'extérieur aux frais de la princesse, y compris en accompagnant le Mena national dans certains déplacements sur le continent africain. Elle a fait placer partout des caméras afin de surveiller tout ce qui se passait entre les murs de l'Office et de ses alentours, comme s'il s'agissait d'une caserne militaire ou de tout autre endroit sujet à une surveillance accrue logique. Elle se pavane, de façon vaniteuse, dans le véhicule "V8" de service qu'elle n'hésite pas à utiliser pour se rendre au village aux frais de l'Office. A l'Onep, on la surnomme la "vipère". Au figuré comme au propre, d'ailleurs, car sa morsure est mortelle. Elle est détestée de la grande majorité des agents de l'Office qui n'attendent qu'une seule chose : son pro-

chain limogeage.

L'autre calamité maintenue concerne Madame Toudou, l'épouse de ce journaliste de la presse publique qui s'en était allé, les premiers jours du coup d'Etat du 26 juillet 2023, d'une violente tribune, sur les réseaux sociaux, contre le Cnsp et ses dirigeants, mais qui, depuis, semble avoir disparu des radars nationaux. Il paraîtrait qu'Ousmane Toudou aurait, tout simplement, pris la clé des champs, de peur d'être arrêté pour cette publication au vitriol contre les autorités militaires. Néanmoins, contre toute attente, son épouse est toujours maintenue à son poste de DG de la RTN, tout comme Rabiba Aboubacar Bouzou à la tête de l'Onep. Alors, les Nigériens ne comprennent pas une telle décision, à la limite, insultante pour eux. Si ces deux dames ne sont pas assez conséquentes, cohérentes pour partir d'elles-mêmes, pour avoir servi avec zèle l'ancien régime, les autorités du Cnsp et le gouvernement de transition devraient, quant à eux, en tirer toutes les conséquences pour les démissionner pour leur manque de fidélité envers un régime qui leur avait tout donné et qu'elles sont prêtes à vouer aux gémonies, juste pour les subsides. Quelle bassesse ! Quelle ingratitude crasse ! Sous d'autres cieux, chez de gens dignes et respectables, on ne chercherait pas à s'accrocher, on s'en va de soi-même. Mais, ce serait, sans doute, trop demander de la part de ces Arlésiennes qui constituent, sans doute, la seconde mort du régime de la renaissance. Plus minables qu'elles, meurent, sans aucun doute !

Ali Koma

L'Ukraine : vers l'effondrement de la réputation occidentale (suite et fin)



Par Oleg Nesterenko
Président du CCIE (www.c-cie.eu)
(Ancien directeur de l'MBA,
professeur auprès des masters des
Grandes Ecoles de Commerce de
Paris, spécialiste de la Russie, CEI et
de l'Afrique subsaharienne)

Ce qui a séduit hier - ne séduit guère aujourd'hui.

La quasi-intégralité des chefs d'Etats européens à ce jour ne sont que des traîtres à leurs nations et dont une de leurs rares grandes qualités en commun est celle de creuser d'une manière exponentielle les dettes des pays qu'ils représentent et d'imposer au centre des intérêts majeurs des nations ceux des minorités destructrices qui privent de plus en plus la majorité de leurs droits et libertés, et qui se montrent, en même temps, de plus en plus mécontentes et insatiables.

Dès février 2022, observant la flagrance des doubles standards appliqués par la communauté occidentale, observant la confiscation totalement illégale selon le droit international, le vol des réserves financières russes- les pays du monde non occidental s'éloignent d'une manière accélérée de cette dernière, constatant, à juste titre, qu'ils peuvent être les prochaines victimes.

L'effondrement de la réputation de l'occident en tant que terre du droit a eu lieu

Après ce premier effondrement, l'effondrement de la réputation politico-militaire de l'occident collectif vis-à-vis de l'opinion du reste du monde est inévitable.

Plus aucun engagement occidental garanti par sa force militaire ne sera crédible. Les prolongations répétées des investissements massifs dans la guerre sur le territoire de l'Ukraine ne sont dues qu'à la tentative de nuancer les dommages majeurs que l'image de la puissance et de la crédibilité militaire «atlantiste» subiront. L'ampleur sans précédent des investissements est directement proportionnelle à la compréhension de l'ampleur du désastre réputationnel qui suivra.

La motivation du camp occidental est d'autant plus soutenue que derrière la réputation globale c'est la

réputation et l'avenir politique purement personnel des dirigeants impliqués qui sont en jeu.

Néanmoins, si pour les Etats-Unis d'Amérique, pris à part, les intérêts en jeu sont très au-delà de l'élément unique de leur réputation - la guerre en Ukraine n'est que la démonstration d'une étape intermédiaire de la lutte des Etats-Unis pour sa survie dans son état actuel qui est inconcevable sans la sauvegarde et l'élargissement des monopoles et la sauvegarde de la domination unipolaire politico-militaire ou, plus précisément, militaro-monnaire à l'échelle mondiale -pour les pays de l'Union Européenne, toutefois, la poursuite de leur participation dans le conflit russo-ukrainien n'est qu'une question de «sauvegarde de la face» qui peut encore être nuancée.

Ainsi, pour les états-membres de l'UE, il existe une voie alternative, une voie de la sortie de crise profonde de leur engagement contre la Fédération de Russie: le changement des gouvernances suivi d'un rebond significatif des souverainetés nationales, dont les indicateurs d'aujourd'hui sont au plus bas depuis 1944, ainsi que le retour vers la politique de la protection des valeurs sociétales traditionnelles qui ont fait leur preuve et qui sont les seules à être constructives et viables à long terme et sont les seules à ne pas être rejetées par le reste de l'humanité.

Le changement des gouvernances au niveau des états souverains avec l'arrêt par les futurs leaders politiques du maintien de l'assistance militaro-financière du régime de Kiev, couplé d'une nette désolidarisation de la politique menée par les prédécesseurs, aujourd'hui au pouvoir, qui absorberont ainsi en grande partie le désastre réputationnel.

Ceci est l'unique voie non désastreuse de la sortie de crise que l'Europe vit aujourd'hui, mais qui paraît, néanmoins, très hautement improbable quant à sa réalisation dans les temps qui couvrent le conflit en Ukraine. Car, à l'heure d'aujourd'hui, il n'existe en Europe aucune force politique prête à s'engager en contre courant au risque garanti de perte de la masse électorale, trop embriaguée et formatée par les outils de manipulation de masses, tels que le filtrage et la distorsion de la réalité dans le cadre de la guerre de la propagande «atlantiste» et de la désinformation menée par les médias mainstream.

Le choix du futur

Aujourd'hui, les états du monde sont mis devant le choix stratégique. Le choix qui les laissera soit en position qui est la leur depuis des décennies, soit qui modifiera leur perception et leur rôle sur la scène interna-

tionale: rester dans le sillage et sous la domination directe ou indirecte de la puissance militaro-monnaire américaine, épaulée par le vieux continent, ou de changer le vecteur de leur politique étrangère et de rejoindre l'alliance multipolaire qui est, dorénavant, incarnée par les membres du BRICS qui, depuis sa création en 2006, s'est démontrée comme une structure viable de la coopération économique seigne, construite sur les principes fondamentaux de la non-ingérence, de l'égalité des droits et du bénéfice mutuel.

Contrairement à des narratifs propagés pas les mass-médias américano-centrique, la nouvelle formule des relations initiée par la Fédération de Russie séduit de plus en plus de pays qui constatent la défaillance du système de la coopération économique axée sur le modèle occidental vis-à-vis de leurs intérêts nationaux.

L'organisation BRICS, constituée du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud, représente plus de 40% de la population de la Terre et plus de 1/4 de son PIB et de sa surface, a reçu en juin et en novembre 2022 les candidatures officielles à l'adhésion de la part de trois nouveaux pays, dont deux sont des géants énergétiques : l'Algérie, l'Argentine et l'Iran.

Beaucoup d'autres états ont exprimé leur intérêt à entrer dans le BRICS : les Emirats Arabes Unis, la Turquie, l'Indonésie, la Syrie, l'Arabie Saoudite, le Kazakhstan, le Tadjikistan, le Mexique, la Thaïlande, le Nigeria, le Cambodge, la Malaisie, le Sénégal, l'Ouzbékistan, les Fidji, l'Éthiopie et même un pays membre de l'EU - la Grèce. L'Égypte et le Bangladesh sont les candidats officiels à l'adhésion dès ce mi-juin 2023.

Cela étant, il est à noter que BRICS n'est nullement un club aux portes largement ouvertes à tous. La nouvelle structure n'a aucune attention de répéter les graves erreurs d'autres unions, notamment, de l'Union Européenne qui a fait entrer dans ses rangs ceux qu'on peut qualifier de « n'importe qui », dont les agents d'influence directs des Etats-Unis qui ont fait anéantir la possibilité du développement politico-économique de l'Union d'une manière autonome de la supervision nord-américaine. Comme exemple, la candidature de la Corée du Sud-pays totalement vassalisé par l'Occident - fait partie de celles qui ont été rejetées à la suite de son incompatibilité avec les intérêts et les principes du BRICS.

Malgré les évidences, dont l'un des éléments fondamentaux est l'intérêt mondial sans précédent vers la structure du BRICS face au G7 et même au G20, le pouvoir «atlantiste»

continue à répéter ses mantras fantaisistes sur l'isolement de la Fédération de Russie et sa mise en état de paria, au lieu de refléter l'évidence qu'il essaie frénétiquement de cacher à leur électorat.

Le choix des français

Non seulement faire valoir les intérêts stratégiques de la France sous le fonctionnement actuel de l'Europe à 27, dont les intérêts de plusieurs Etats-membres sont pratiquement à l'opposé de ceux des français, est une totale utopie, mais le retour même à l'Europe des Six de 1973 n'est guère une solution salvatrice, comme elle est, parfois, présentée par des certains analystes.

Car, depuis les 40 dernières années, l'Allemagne a subi de profondes mutations au sein de ses doctrines et stratégies du développement à long terme qui, sur plusieurs éléments-clés, vont directement à l'encontre des intérêts politico-économiques et militaro-industriels de la France.

Dans ce contexte, si la France, en ce qui la concerne, ne prend pas le chemin nettement souverainiste dans la protection de ses intérêts nationaux vis-à-vis de sa participation dans des blocs internationaux américano-centriques, dont le réel rôle de Paris n'est plus qu'auxiliaire ; si les élites politiques actuelles n'apprennent pas à développer leurs capacités de vision à long terme - il n'existe strictement aucun projet national digne de ce nom avec une vision ne serait-ce que sur les 15 années à venir - le processus de désagrégation de l'image de la France en tant que puissance ne va que s'amplifier et ses capacités de projection à l'international ne continueront que de se restreindre, ce qui, à terme, mènera inévitablement vers la marginalisation du peuple français vis-à-vis des processus qui construisent le monde de demain.

Le Canard en furie

Hebdomadaire Satirique Nigérien

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel, tout droit jusqu'au bout de la rue.

Directeur de publication

Arouna Yacouba

99.34.21.99

Directeur Commercial

Inoussa DICKO

Email:lecanardenfurie@gmail.com

Conception & Composition

Le Canard en furie

Tirage: 1000 Exemplaires sur Les presses du Groupe de presse le Monde d'Aujourd'hui



Nos Produits



REPUBLIQUE DU NIGER

MINISTRE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE

PROJET REDYNAMISATION DE LA CHAÎNE DE VALEUR RIZ AU NIGER (RCVRN)
PROMOTION DU RIZ LOCAL



Le riz local est un riz frais qui garantit toute sa valeur nutritive,
un riz sans produits chimiques.
Consommer le riz local c'est consommer un riz produit par des nigériens.
Ainsi nous perdons ni qualité pour que les Nigériens Nourissent les Nigériens.

Siège Social, BP : 475 Niamey - Niger
Tel : (00227) 20 31 55 23 Fax : (00227) 20 31 55 04
E-mail : rizdu Niger@yahoo.fr